

Pour faire mieux, faire moins : le social version Macron

xerficanal-economie.com/ensavoirplus/Olivier-Passet-Pour-faire-mieux-faire-moins-le-social-version-Macron_i3745442.html

 Olivier Passet

17/01/201804:38

Présentation



Le social, chez Emmanuel Macron, n'est qu'un élément d'une habile alchimie pour beaucoup de commentateurs. Après l'année des ordonnances sur le marché du travail, de la flat tax sur le capital et de la refonte de l'ISF, voici l'année du social. Les réformes s'achètent et la politique Macron, c'est en gros un coup à droite, un coup à gauche : de la flexibilité d'un côté, du social de l'autre.

Sur le papier le compte y est, a priori, lorsque l'on scrute l'agenda de 2018 :

La réforme de l'assurance chômage, est destinée sur le papier à élargir la protection aux indépendants et aux démissionnaires. C'est ce que le gouvernement appelle un régime universel. Pour le financer, le gouvernement propose un système de bonus-malus afin de pénaliser les entreprises qui abusent des CDD courts. Un antidote à l'intermittence qui coûte cher à l'assurance sociale... Cette réforme prévoit également un renforcement du contrôle des chômeurs, ainsi que son étatisation : de la gouvernance paritaire entre patrons et syndicats, on glisserait vers une gestion tripartite avec un pilotage de l'État.

La réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage : 15 milliards du plan d'investissement y seront dédiés à horizon 2022. Les chômeurs et les moins qualifiés, aujourd'hui délaissés par le système, sont désignés

priorité du quinquennat. Cette réforme inclut par ailleurs un renforcement du compte personnel de formation de 2015, et l'éternel leitmotiv de la simplification. Côté apprentissage, la volonté est de changer d'échelle, et d'importer la recette qui marche dans le nord de l'Europe ou en Allemagne pour favoriser l'insertion des moins de 25 ans.

La réforme des emplois aidés propose un nouveau label "parcours emploi compétences", et deux grandes évolutions : le recentrage sur la sphère non marchande (collectivités et associations), et une sélection des employeurs qui doivent offrir de vraies garanties de formation et d'accompagnement personnalisé.

Le chantier de la réforme de l'assurance retraite est lui aussi importé de l'Europe du Nord : un système à points qui aurait surtout vocation à unifier les régimes et à équilibrer mécaniquement le système. Le gouvernement se donne 10 ans pour opérer la bascule...

Moderniser la politique sociale, en faisant mieux... mais moins

Cela rachète-t-il la politique pro business et pro-patrimoine de 2017 ? Certes, les thématiques sont sociales. Mais il s'agit plus de produire du social autrement, que de faire plus de social. Ce qui unit toutes ces réformes, c'est la volonté de sécuriser, et de favoriser ce faisant la mobilité et les reconversions. Conformément à la philosophie de la flexisécurité, les politiques actives sont préférées aux politiques passives d'indemnisation.

Le non-dit de tout cela c'est que pour faire mieux - ce que revendique le gouvernement -, il faudra sans doute faire moins. On le voit déjà avec les emplois aidés, dont le nombre et le budget ont été réduits l'an dernier. On le voit aussi avec

le contrôle des chômeurs, et peut-être demain le plafonnement de l'indemnisation si l'on souhaite se caler sur les modèles nordiques. On le voit avec la réduction programmée des transferts aux collectivités, qui pourrait pénaliser les actions sociales de terrain. On le voit enfin avec la réforme des retraites ou la hausse de CSG, qui feront des perdants, même si le but n'est pas de réduire globalement les niveaux de couverture.

Bref, "l'année sociale" de Macron est à plusieurs visages. Sécurisation et rationalisation seront au rendez-vous. Face à cette ambiguïté, c'est sans doute le mot "modernisation sociale", qui à défaut d'être précis, fédèrera le mieux la Macron-sphère.